

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le
03/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

Société Générale

Les Combeaux de Tigery
rue des vignes
91250 Tigery

Références : **D2023-1101**
Code AIOT : 0006511060

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2023 dans l'établissement Société Générale implanté Rue des vignes Les Combeaux de Tigery 91250 Tigery. L'inspection a été annoncée le 07/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Générale
- Rue des vignes Les Combeaux de Tigery 91250 Tigery
- Code AIOT : 0006511060
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un datacenter appartenant à la Société Générale. Depuis le second trimestre 2022 les activités informatiques ont été stoppées sur le site. Les salles serveurs ont été vidées mais l'exploitant maintient toutes les installations annexes (groupes frigorifiques, groupes électrogènes, onduleurs) en état de fonctionnement uniquement via les opérations de maintenance. Un projet de vente du site est envisagé, avec une date prévisionnelle fin premier semestre 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rétention.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 > I.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Règles générales	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32 > I.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Contrôle périodique : prescriptions spécifiques aux installation...	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I > 1.1.2.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Etat des stocks de fluides	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I > 3.3.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre des combustibles.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	/	Sans objet
2	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	/	Sans objet
3	Etat des stocks de produits dangereux.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	/	Sans objet
7	Réseaux d'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35 > V.	/	Sans objet
8	Rejet des eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 43	/	Sans objet
11	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/02/2012, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- son état des stocks de ses fluides frigorigènes
- les rapports des tests d'étanchéité de deux de ses groupes froids
- les plans d'actions de mise en conformité de ses dispositifs de défense incendie et de ses installations électriques.

Une vigilance doit être apportée aux rétentions pour les stockages temporaires de produit et/ou déchets dangereux.

L'exploitant a formulé deux demandes de dérogations à des prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux installations relevant de la rubrique 2910 de la nomenclature ICPE.

L'inspection a émis un avis favorable à ses deux demandes :

- Par courrier en date du 08/02/23, reçu le 17/04/23, l'exploitant demande à l'inspection des installations classées de bien vouloir lui accorder une dérogation aux prescriptions de l'article 35.V « Alimentation en combustible » de l'AMPG du 03/08/2018 relatif aux installations relevant de la rubrique 2910 de la réglementation ICPE, sous le régime de l'enregistrement. Celui-ci impose que les dispositifs de coupure d'alimentation en combustible soient situés à l'extérieur du bâtiment. Dans son courrier l'exploitant indique pour une question de sécurité liée à la sensibilité du bâtiment, ces dispositifs ont été installés à l'intérieur des bâtiments. L'inspection constate toutefois que les vannes de coupure d'alimentation sont situées à l'extérieur des locaux des groupes électrogènes. Ces locaux sont équipés de murs en portes coupes feu 2h, d'un dispositif de détection et extinction incendie. De plus, un service de sécurité incendie est présent sur le site 24h/24, 7j/7. Les vannes ne sont pas situées à proximité de produits inflammables. L'inspection constate que les vannes sont clairement identifiées et accessibles en cas d'incendie dans les locaux des groupes électrogènes. Considérant la localisation des vannes et des dispositifs de détection et extinction incendie en place, l'inspection émet un avis favorable à la demande d'aménagement de l'exploitant par rapport aux prescriptions de l'article 35.V « Alimentation en combustible » de l'AMPG du 03/08/2018.

- Dans ses courriers du 08/02/2023 et du 03/11/2023, l'exploitant demande de pouvoir déroger au respect des VLE pour ces deux paramètres jusqu'au mois de juillet 2024, dans la mesure où le site est en veille avec un projet de vente et de changement d'exploitant qui devrait intervenir avant la fin du premier semestre 2024.

Considérant que le site est en veille, que les activités de data center n'existent plus et que les groupes électrogènes ne sont mis en service que pour les opérations de maintenance ; Considérant que les dépassements des VLE pour le paramètre poussières est au maximum de 64,9 mg/Nm³ au lieu de 10 mg/Nm³ ;

Considérant la difficulté que rencontre l'exploitant pour maintenir une vitesse d'éjection conforme, et les moyens et ressources utilisées (banc de charge avec une surconsommation de fuel) ;

L'inspection émet un avis favorable à la demande de dérogation du respect des VLE fixées par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/02/2012 pour les paramètres « poussières » et « vitesses d'éjection » jusqu'à fin juillet 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des combustibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature. Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">– leur origine ;– leurs caractéristiques physico-chimiques ;– les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;– l'identité du fournisseur ;– le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site. À cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre de suivi de son stock de combustible. Il a transmis à l'inspection les registres pour l'année 2022 et 2023. En 2023 il n'y a eu aucune livraison de combustible. Un suivi mensuel des niveaux de cuves est réalisé. Les registres mentionnent les émissions de CO2 de fuel/mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan d'intervention avec la localisation des risques des différentes zones. Les plans d'intervention sont affichés sur le site. A chaque mise à jour du plan, un exemplaire est envoyé au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : État des stocks de produits dangereux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Produits dangereux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection son registre de suivi des stocks de ses produits dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 15 ;- D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.
Constats : Le site dispose d'un service de sécurité incendie présent 7j/7 et 24h/24. Les moyens de détection et de lutte contre l'incendie présent sont des extincteurs, détection fumées, étincelles, RIA, portes et murs coupe feu. L'exploitant a transmis à l'inspection le contrôle périodique de ses dispositifs de défense incendie, réalisé par Bureau Veritas entre le 07/03/23 et le 09/03/23. Le rapport fait mention de plusieurs non-conformités. L'exploitant doit présenter un plan d'action pour la mise en conformité des installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rétention.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. Les capacités intermédiaires de combustibles liquides alimentant les appareils de combustion sont munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions du présent article. Leur capacité est limitée au besoin de l'exploitation.
Constats : Le magasin de stockage des produits dangereux est équipé de rétentions. Les cuves de fioul sont sur rétention. Une vigilance doit être apportée aux rétentions lors des stockages temporaires. En effet lors de sa visite, l'inspection constate que des bidons et GRV sont stockés de manière temporaire sans rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Règles générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique, l'étalonnage le cas échéant et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a fait procéder à la vérification et maintenance de son système de détection et défense incendie, par Bureau Veritas du 07/03 au 09/03/23. Les résultats du rapport de ce contrôle périodique ont été détaillés au point de contrôle n°4 du présent rapport. Le contrôle périodique des installations électriques a été réalisé par l'entreprise Bureaux Veritas du 13/03/223 au 21/03/23. Le rapport relève deux écarts qui avaient déjà été signalés en 2021. Toutefois le Q18 n°8035257/108.12.1.Q18 du 21/03/23, émis à la suite de ce contrôle conclut que les installations ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant doit mettre les actions correctives nécessaires pour mettre en conformité ses installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Réseaux d'alimentation en combustible**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 35 > V.**Thème(s) :** Risques chroniques, Réseau alimentation combustible**Prescription contrôlée :**

Les réseaux d'alimentation en combustible sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles transportent. Notamment, elles sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion ou protégés contre cette corrosion et sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Elles sont repérées conformément aux règles en vigueur (couleurs, étiquetage...). Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, placé à l'extérieur des bâtiments s'il y en a, permet d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances :- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur du bâtiment. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Chacune de ces vannes est asservie à des capteurs de détection de gaz redondants et à un pressostat permettant de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Le seuil de ce pressostat est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation. Un système permettant la coupure de l'alimentation en combustible gazeux est asservi à au moins un des paramètres suivants :- mesure de pression basse et haute en entrée de la chambre de combustion ; - rapport air/combustible ; - présence de flamme ; - une température anormale dans la chambre de combustion. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée à chaque redémarrage suivant une période d'arrêt supérieure à trois mois de l'installation, et au moins annuellement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide comporte un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible. Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci. La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Constats :

Par courrier en date du 08/02/23, reçu le 17/04/23, l'exploitant demande à l'inspection des installations classées de bien vouloir lui accorder une dérogation aux prescriptions de l'article 35.V « Alimentation en combustible » de l'AMPG du 03/08/2018 relatif aux installations relevant de la rubrique 2910 de la réglementation ICPE, sous le régime de l'enregistrement. Celui-ci impose que les dispositifs de coupure d'alimentation en combustible soient situés à l'extérieur du bâtiment.

Dans son courrier l'exploitant indique pour une question de sécurité liée à la sensibilité du bâtiment, ces dispositifs ont été installés à l'intérieur des bâtiments.

L'inspection constate toutefois que les vannes de coupure d'alimentation sont situées à l'extérieur des locaux des groupes électrogènes. Ces locaux sont équipés de murs en portes coupes feu 2h, d'un dispositif de détection et extinction incendie. De plus, un service de sécurité incendie est présent sur le site 24h/24, 7j/7. Les vannes ne sont pas situées à proximité de produits inflammables.

L'inspection constate que les vannes sont clairement identifiées et accessibles en cas d'incendie dans les locaux des groupes électrogènes.

Considérant la localisation des vannes et des dispositifs de détection et extinction incendie en place, l'inspection émet un avis favorable à la demande d'aménagement de l'exploitant par

rapport aux prescriptions de l'article 35.V « Alimentation en combustible » de l'AMPG du 03/08/2018.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Rejet des eaux pluviales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 43

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux

Prescription contrôlée :

Le dispositif de gestion des eaux pluviales respecte les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 47 avant rejet au milieu naturel.

Constats :

Le site comporte énormément d'espaces verts, la grande majorité des eaux pluviales sont donc directement infiltrées sur le site. Les eaux de toitures sont infiltrées au droit des bâtiments.

Les eaux de ruissellement des voiries sont acheminées dans les séparateurs hydrocarbures et un bassin de rétention avant rejet.

L'exploitant a fait réaliser une analyse de ses eaux pluviales le 15/03/2023. Il a transmis le rapport n°797493 8101616 004 010 002 Rev1 du 03/10/23 qui annule et remplace le rapport émis le 31/03/2023.

Les résultats d'analyses sont les suivants :

- Températures : 8,6°

- DBO5 : <3,00 mg/L

- pH : 8,2

- MES : 12,8 mg/L

- DCO : 13,2 mg/L

- Hydrocarbures totaux : < 0,1 mg/L

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle périodique : groupes froids

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I > 1.1.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification périodique

Prescription contrôlée :

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme « Objet du contrôle », éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ». Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention « le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».

Constats :

Le site est équipé de cinq groupes froids. L'exploitant a transmis pour ses cinq groupes les derniers rapports d'inspection périodique réalisée le 02/10/2023 par l'entreprise JOHNSON CONTROLS INDUSTRIES. Les rapports de ces contrôles concluent que « Le système frigorifique peut être maintenu en service avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation prévisibles ».

L'exploitant a également transmis les CERFA des contrôles d'étanchéité pour les groupes 210,220 et 300. Les contrôles attestent de l'absence de fuites des groupes. Toutefois l'inspection relève une incohérence sur les documents puisque la date d'intervention indiquée est le 06/06/22 avec une signature au 07/06/2023. L'exploitant doit apporter un éclaircissement sur la date des contrôles d'étanchéité.

De plus pour les groupes 110 et 120 l'exploitant doit transmettre à l'inspection les CERFA des contrôles d'étanchéité.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : État des stocks de fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article I > 3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Fluide frigorifiques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport. Objet du contrôle pour les installations soumises aux contrôles périodiques (installations soumises à « la rubrique 1185-2a ») : - présence d'un inventaire ; - vérification de l'adéquation entre cet inventaire et les équipements et stockages présents sur site.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'inventaire de ses fluides frigorifiques mentionnant la quantité de fluide par appareil et le type de fluide. Il doit mettre en place cet inventaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2012, article 3.2.4	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphérique	
Prescription contrôlée :	
Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs suivantes en concentrations, les volumes de gaz étant rapportés :	
- à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)	
- à une teneur de 5% d'O ₂	
Paramètres	Concentration instantanée en mg/Nm3 (conduits 1 à 5)
Poussières	10
SO ₂	300
Nox équivalent NO ₂	2000
CO	640

L'exploitant fait effectuer au moins une fois par an les mesures par un organisme agréé par le ministère de l'environnement, ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure et chaque mesure sera répétée au moins trois fois. Les résultats des mesures périodiques des émissions de polluants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser la mesure de ses émissions atmosphériques liées à l'utilisation de groupes électrogènes, par Bureau Veritas du 13/06/23 au 14/06/23.

Ce rapport met en évidence le dépassement des Valeurs Limites d'Émissions (VLE) pour le paramètre suivant : poussières. La centrale de secours composée de 5 groupes électrogène a été dimensionnée à l'origine pour secourir le data center dans le cadre d'une activité à pleine puissance. Chaque groupe a une puissance nominale avoisinant les 2,2 Mw. Le site étant actuellement en veille depuis le second trimestre 2022, la consommation moyenne est de 300 Kwh, soit environ 20 % de la puissance d'un groupe.

L'exploitant indique que la centrale fonctionne aujourd'hui uniquement lors des phases de test et de maintenance des groupes. L'exploitant apporte les justifications suivantes dans un mail du 17/10/2023 et par courrier en date du 03/11/2023 pour le non respect des VLE des poussières :

- Paramètre « Poussière » cf. Rapport « TIG-9 Rejet GE 2023... » : Les groupes étant maintenant, la majeure partie du temps arrêtés, ils « s'encrassent », et il faudrait les démarrer, les faire tourner à une charge plus importante quelques heures précédant la mesure de poussière pour arriver à une valeur correcte ce qui entraîne une surconsommation de fuel avec ses impacts induits.

De plus, l'exploitant indique avoir du mal à respecter les VLE pour le paramètre vitesse d'éjection : Celle-ci est proportionnelle à la charge des groupes (à la construction). Il faut donc mettre de la charge additionnelle (banc de charge redémarrage d'installations..etc) pour amener la puissance à son nominale afin d'obtenir une VLE correcte ce qui entraîne une surconsommation de fuel avec ses impacts induits.

Dans ses courriers du 08/02/2023 et du 03/11/2023, l'exploitant demande de pouvoir déroger au respect des VLE pour ces deux paramètres jusqu'au mois de juillet 2024, dans la mesure où le site est en veille avec un projet de vente et de changement d'exploitant qui devrait intervenir avant la fin du premier semestre 2024.

Considérant que le site est en veille, que les activités de data center n'existent plus et que les groupes électrogènes ne sont mis en service que pour les opérations de maintenance ;
Considérant que les dépassements des VLE pour le paramètre poussières est au maximum de 64,9 mg/Nm3 au lieu de 10 mg/Nm3 ;

Considérant la difficulté que rencontre l'exploitant pour maintenir une vitesse d'éjection conforme, et les moyens et ressources utilisées (banc de charge avec une surconsommation de fuel) ;

L'inspection émet un avis favorable à la demande de dérogation du respect des VLE fixée par l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/02/2012 pour les paramètres « poussières » et « vitesses d'éjection » jusqu'à fin juillet 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Direction des Ressources Groupe

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des transports**
Madame FACQUEZ Lea
Inspectrice de l'environnement - Installations classées
Unité Départementale de l'Essonne
Cité administrative - Boulevard de France - 91010 EVRY
COURCOURONNES CEDEX

Val de Fontenay, le 3 novembre 2023.

Madame,

Comme convenu lors de notre entretien téléphonique de ce jour, et pour faire suite à votre inspection en date du 29 Septembre, voici les compléments d'information demandés et souhaités sur le sujet des VLEs :

REJETS ATMOSPHERIQUES Groupe Electrogène – Difficulté à tenir le seuil des 2 VLEs (Poussières et Vitesse éjection).

- L'activité informatique hébergée sur le datacenter de Tigery s'est arrêtée en T2 2022 ;
- Le site est dans un programme immobilier qui devrait, à terme estimé à fin juin 2024, aboutir à minima à un changement d'exploitant ;
- La centrale de secours composé de 5 Groupes Electrogène a été dimensionnée à l'origine pour secourir le centre dans le cadre d'une activité à pleine puissance. Chaque groupe a une puissance nominale avoisinante les 2,2 Mw ;
- Le data center est actuellement en mode veille depuis T2 2022 et consomme en moyenne 300 Kwh (A peine 20 % de la puissance d'un groupe électrogène) ;
- La centrale (5 groupes) fonctionne à ce jour :
 - Uniquement lors d'une coupure totale sur nos 2 arrivées ENEDIS (aucune interruption constatée de cette nature depuis plusieurs années) ;
 - Lors des essais pour la maintenance des machines ou pour faire les mesures dans le cadre de notre A.P et dans le cadre de la déclaration des quotas de CO2 → 7h en 2022 et 4h30 à date en 2023.
- Paramètre « Vitesse éjection »
 - Celle-ci est proportionnelle à la charge des groupes (à la construction) = → Il faut donc mettre de la charge additionnelle (banc de charge, redémarrage d'installations, .etc...) pour amener la puissance à son nominale afin d'obtenir une VLE correcte → Surconsommation de fuel avec ses impacts induits.
- Paramètre « Poussière » Voir Rapport « TIG-9 Rejet GE 2023... »
 - Les groupes étant maintenant, la majeure partie du temps arrêtés, il « s'encrassent », et il faudrait les démarrer, les faire tourner à une charge plus importante quelques heures précédant la mesure de poussière pour arriver à une valeur correcte = → Surconsommation de fuel avec ses impacts induits

Les Dunes 6, Allée des sablons
94120 Fontenay-sous-Bois
RESG/IMM
Adresse Postale :
17, Cours Valmy
CS 50318
92972 La Défense Cedex

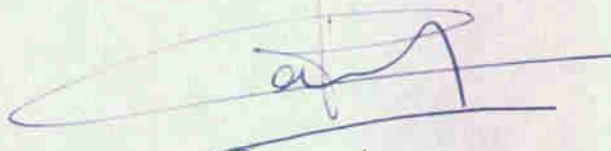
Société Générale
Société Anonyme au capital de :
1 025 947 048,75EUR
Siège Social :
29, boulevard Haussmann – 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

Aussi, nous demandons si possible, une dérogation, jusqu'à juillet 2024, pour la possibilité de dépasser ces 2 VLEs.

En espérant, un retour positif, veuillez agréer madame l'expression de mes salutations distinguées.

Olivier COULANGE

Adj Technique au Responsable Exploitation Immobilière Immeubles centraux & Data Center.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'O' and 'C' followed by a horizontal line.

Les Dunes 6, Allée des sablons
94120 Fontenay-sous-Bois
RESG/IMM
Adresse Postale :
17, Cours Valmy
CS 50318
92972 La Défense Cedex

Société Générale
Société Anonyme au capital de :
1 025 947 048,75EUR
Siège Social :
29, boulevard Haussmann – 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS